

Un cadre pour quelle vie?

Hugues de Varine

Pour parler du cadre de vie, il ne suffit pas de constater ce qu'il est aujourd'hui : il n'est en effet jamais figé. D'où la nécessité d'une réflexion prospective sur le cadre de vie de demain, non seulement tel que nous le voudrions, mais surtout tel qu'il risque de nous être imposé. Alors seulement il sera possible, en connaissance de cause, de mobiliser les moyens, les méthodes de l'animation de la vie sociale pour que l'homme et la société soient mis à même d'exercer une action décisive sur leur avenir.

Un groupe de recherches, composé de J.L. Bianco - J.P. Bouquillard - A. David - O. Gagnier - M. Rutchenko et H. de Varine présente ici ses observations sur le développement prévisible de la société européenne.

Sans vouloir ici être complets, nous prendrons, à titre d'exemple, cinq tendances, choisies parmi celles qui nous semblent modeler avec le plus de force les changements de notre société et qui seront les plus déterminantes pour les décennies prochaines ; nous en appuierons la définition sur des exemples concrets.

Les marginaux : un bouillon de culture pour demain ?

C'est une des lignes de force de l'époque : sous le nom de marginaux, d'exclus, d'opprimés, on groupe souvent les laissés-pour-compte de la croissance industrielle, les habitants de bidonvilles, les minorités immigrées, les handicapés, les « différents ». Ce sont les marginalisés malgré eux, les victimes de la violence institutionnelle et économique. Se glissent dans leur rang des individus ou des groupes d'individus qui avaient autrefois une place naturelle et une fonction claire dans la société (les personnes âgées par exemple). Les substituts aux rôles qu'ils remplissaient restent à trouver.

Il en est d'autres qui ont choisi la marginalité, soit pour des raisons idéologiques et intellectuelles précises et longuement mûries, soit par simple refus instinctif du modèle de développement que la société prétend leur imposer.

Le mouvement français « Aide à toute détresse » est témoin des premiers, la « commune libre de Christiana » au Danemark reflète bien les divers courants qui agitent les seconds.

Jusqu'à présent, il ne semble pas qu'un seul pays, riche ou pauvre, industrialisé ou en voie de développement, ait résolu le problème de l'insertion de ces marginaux, dont le nombre va croissant et qui représentent peut-être le bouillon de culture dans lequel germeront à la fois les défis culturels et les alternatives sociales du monde de demain.

Rural-urbain : plus de limites...

La « rurbanisation » qui existe à divers degrés d'intensité dans tous les pays industrialisés (généralisée et normalisée en Grande-Bretagne et en Allemagne, en plein développement en France et en Suède, à son tout début en Espagne et en Italie), consiste en une ruralisation des urbains et en une urbanisation des ruraux. Les urbains refusent les nuisances et les contraintes de la ville op-

pressante et choisissent une vie à la campagne, sans vouloir, pour autant, abandonner l'essentiel de leur mode de vie urbain (confort matériel, loisirs, culture, transport, rythmes, etc.). Les ruraux, pour leur part, subissant les conséquences du système éducatif dont toutes les bases sont urbaines, éprouvant les influences urbaines véhiculées par les mass-media, conscients du déphasage de leurs modes de vie traditionnels, attirés par certains aspects attrayants de la vie des autres (vacances, confort, vie mieux réglée, sécurités diverses), cherchent à changer leurs habitudes et le cadre de leur existence pour se rapprocher des normes des villes.

Les observations faites en France dans le Sud de la Picardie, dans la banlieue parisienne (Coupvray), dans la Communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines, comme les études théoriques récentes, montrent le déroulement de ce mécanisme qui est déjà largement pris en compte dans les programmes d'animation rurale et sub-urbaine en Suède (recherche d'une intégration des diverses composantes de la population des petites collectivités dans le Nord ou en Dalécarlie), au Danemark (association pour la re-vitalisation des petites îles qui ont perdu l'autonomie communale et la plupart de leurs activités traditionnelles), en Grande-Bretagne (action culturelle à la périphérie de Leicester).

Ce mouvement de rurbanisation va certainement modeler les comportements sociaux et culturels de la fin du siècle et engendrer probablement à la fois des affrontements plus ou moins violents et la naissance de nouveaux modes de vie en communauté, induisant des méthodes d'animation nouvelles.

L'inadéquation

C'est ainsi que l'on peut, prudemment, qualifier l'écart qui se creuse constamment entre les solutions proposées par les structures en place et surtout leurs méthodes d'action, et les problèmes et besoins nouveaux. Pour l'étude de ceux-ci, par exemple, les sciences humaines ne proposent, le plus souvent, que des modes d'enquête et d'évaluation exclusivement quantitatifs et prétendument objectifs, tandis que la société revendique de plus en plus des approches plus proches de l'homme, plus mêlées à l'action, plus qualitatives, plus subjectives. Sous le nom de développement endogène, de « conscienti-



*Minorités immigrés :
les « laissés pour compte »
de la croissance industrielle.*



sation », d'autogestion, d'action communautaire, des revendications se font jour qui ne peuvent être prises en compte par les cadres politiques traditionnels, lesquels, faute de les comprendre, essayent au mieux de les récupérer en les défigurant, au pire de les écraser. C'est ainsi que les essais de renouveler l'aménagement urbain à partir d'organismes administratifs anciens ou nouveaux sont contestés de façon croissante. Rénovation de quartiers anciens, réhabilitation de HLM, création de villes nouvelles : celle de Tapiola en Finlande, l'un des succès de la formule, visitée de partout, est actuellement livrée à une densification accélérée qui démontre bien les limites de l'innovation. Les recherches faites par les villes italiennes pour moderniser le fonctionnement des institutions municipales sont battues en brèche par des organisations marginales, minoritaires sans doute, mais dont l'action déterminée peut paralyser des systèmes bien rodés.

Renaissance communautaire

En face de cette tendance à la sclérose administrative et politique, la population, dans son ensemble, secrète une nouvelle volonté de vie en communauté, qui diffère nettement du mouvement analogue des débuts de la révolution industrielle au XIX^e siècle.

Il se crée de nouvelles cellules de vie sociale, au niveau du quartier, du groupe d'âge, du lieu de travail, de la solidarité de classe, du rituel de la vie quotidienne, du « pays » rural.

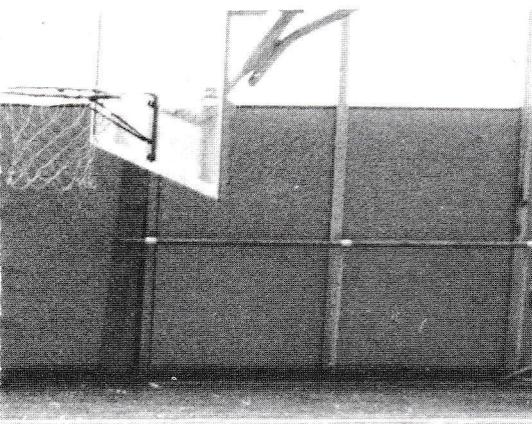
L'éclatement des modes d'intervention sociale et culturelle d'une métropole comme Hambourg, la naissance de nouvelles associations de développement, d'animation, de solidarité dans la France rurale et urbaine (Comité d'expansion du Méné, Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, groupements de consommateurs et renouveau de coopératives) ouvrent des directions d'action qui ne sont prévues nulle part dans les catalogues des systèmes officiels.

L'expansion du bénévolat, mieux appelé volontariat, remet en cause l'hégémonie du professionnel sur l'animation de la communauté et lui redonne son véritable caractère de serviteur, au moment où il avait tendance à devenir un missionnaire au service de valeurs extérieures et souvent étrangères.

De nouveaux rôles pour les femmes

Une évolution sensible des mentalités et des mœurs impose et suit à la fois la mise en place de réformes de fond allant dans le sens de l'amélioration et de l'ouverture de la condition féminine (aménagement du temps de travail, mise en place d'horaires libres pour les hommes et pour les femmes, développement d'infrastructures sociales, crèche, garderie, etc., parité effective des salaires...).

Or ces mesures appuyées sur la volonté de plus en plus affirmée des femmes de participer à tous les niveaux à la vie sociale, entraîneront, par le jeu des conséquences suc-



Les « exclus » de la qualité de la vie, marginalisés malgré eux.

cessives, une désagrégation de leurs rôles traditionnels qui aboutira vraisemblablement à un bouleversement des équilibres de la personne, du couple, de la famille, de l'entreprise, de la société.

L'exemple le plus significatif, du moins le plus connu qu'il nous a été donné d'approcher est sans doute celui du mouvement « Women for peace », encore que l'attitude dont il participe ne soit pas récente dans l'histoire et que bien d'autres expériences soient menées, à tous les niveaux de la vie sociale, qui témoignent de la volonté des femmes de passer de la réalité quotidienne à un projet global de société.

Ces tendances, et bien d'autres encore, devraient être analysées, classées, étudiées dans une entreprise associant à la fois les chercheurs des sciences humaines et de la prospective, qui travaillent à coups d'enquê-

tes et d'indicateurs, et les gens du terrain, les citoyens ordinaires qui militent à la base. Elles nous paraissent mener tout naturellement à la formulation de deux défis qui devront influencer, de façon essentielle et fondamentale, l'attitude des responsables du développement de nos sociétés dans les décennies à venir.

Un défi à l'imagination

On trouverait moins de raisons à prendre ces tendances comme prétexte pour repousser la recherche de solutions réelles aux risques qu'elles soulèvent, qu'on n'en trouverait pour prouver qu'une telle conjoncture est favorable à la mise en place de nouvelles habitudes sociales : à l'extrême, pourrait-on développer l'exemple du chômage (accroissement du chômage des jeunes, du chômage structurel) qui cristallise l'état de crise vécu par nos sociétés européennes. La lutte contre ses effets ne devrait pas pour autant repousser la mise en place à long terme d'une répartition radicalement différente du temps vécu. A titre d'exemple, on pourrait envisager un temps professionnel réparti sur tous, mais réduit de moitié pour chacun : en supposant résolus les problèmes d'adéquation des formations, resterait à réaménager, pour et par chacun, le temps libre (tiers temps social, loisirs, culture, etc.) et à repenser la notion de salaire.

Plus généralement il s'agit donc de redéfinir les objectifs de l'action publique et privée : trois mois de consultations, de recherches et de contacts dans toute l'Europe occidentale montrent que les propositions existent, mais toujours restreintes à des cadres limités, formulées maladroitement, appuyées sur des expériences non concluantes parce que trop parcellaires ou ponctuelles. Dans tous les pays cependant, des fonctionnaires de différents niveaux, des hommes politiques, des animateurs et des militants réfléchissent à ce problème des objectifs : faut-il rechercher l'intégration de tous les éléments de la société dans un tout harmonieux et homogène ou au contraire, faut-il seulement travailler à renforcer l'identité sociale, culturelle, humaine de chaque groupe qui compose le corps social ? Ce dilemme est, en fait, mal posé parce que dichotomique. Nous devons aller plus loin, entrer plus finement dans le détail des situations et des problèmes, associer le maximum de partenaires à la décision, redonner à l'imagination de chacun de nous un droit à la parole. Encore cela n'est-il possible que si chacun possède ou retrouve le sens de la « dimension historique » (sœur, en ce cas, de prospective), trop souvent étouffée par les diffi-



cultés conjoncturelles, ou enterrée sous l'égoïsme d'une génération vivant, au mieux, à l'échelle de sa première descendance.

Il ne s'agit ni de réparer un pneu déjà maintes fois crevé, ni d'utiliser le mot de révolution comme un drapeau ou comme un linceul, mais de chercher, tous ensemble. Les matériaux de la recherche existent, les gens d'imagination existent aussi. Aux chercheurs professionnels et aux officiels des gouvernements de participer à leur tour à un effort collectif.

Un défi à l'organisation

Une fois les objectifs remis en cause et en voie de définition, il faudra repenser les moyens qui devront être mis en œuvre dans l'avenir proche. Cela suppose, on s'en doute, trois démarches parallèles et également prioritaires :

- Le reclassement des valeurs, pour rendre au social et au culturel la première place qui leur revient dans un processus de changement qui ne peut plus être désormais une simple croissance du niveau matériel de la vie.

- Le ré-équilibrage des responsabilités pour redonner aux groupes et aux communautés un droit de regard et d'intervention sur leur propre avenir, ainsi que pour renforcer les instances intermédiaires entre la décision technocratique et le travail sur le terrain.

- Un examen global des problèmes de la société, permettant d'aboutir à des propositions cohérentes combinant, de façon efficace et économique, les moyens disponibles.

*Refus du modèle établi :
la tentation de changer de vie
dans une communauté nouvelle.*

Ces démarches supposent une éducation à la démocratie quotidienne, à travers la redéfinition et la réorganisation des systèmes traditionnels d'enseignement et de formation.

Nous avons fait depuis vingt ans de grands progrès dans l'analyse des problèmes posés par la société industrielle et post-industrielle ; nous avons, certes, porté au plus haut point de sophistication les techniques et les méthodes, les instruments et les théories de l'intervention sur le tissu social et sur le cadre de vie. Beaucoup a été fait et pourtant les tendances dont il était question plus haut, par leur accélération, démontrent qu'aucun problème n'a été vraiment résolu, à l'exception de projets qui n'ont de pilote que le nom. Nous devons donc redéployer d'urgence notre réflexion, nos structures, l'ensemble de nos efforts, après avoir approfondi la recherche prospective à partir de notre connaissance du présent et du passé récent. Certains lieux (un mouvement comme « Aide à toute détresse » par exemple) permettent déjà l'alternance, ou mieux, la perméabilité entre recherche et terrain : c'est à l'échelon des sociétés tout entières que cette habitude devrait, sans doute, être prise.

C'est au prix de tout cela que la civilisation européenne des dernières décennies du siècle sera une civilisation de la vie et non de la survie.

H.V.